

# LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في  
الصحافة الوطنية

25/11/2015

## Héritage: Les constantes et les variables

POLÉMIQUE - Le **Conseil national des droits de l'Homme (CNDH)** a recommandé l'instauration de l'égalité entre le Marocain et la Marocaine en matière d'héritage. Le PJD, le parti au pouvoir et autres rigoristes ou dois-je dire littéralistes de la foi musulmane, lui ont opposé les dispositions, d'une part, de la constitution divine et d'autre part de la constitution nationale. Soit. Essayons d'examiner quelques unes de l'une et de l'autre.

D'abord, l'article 19 de la constitution nationale. Cet article stipule ceci: "L'homme et la femme jouissent, à égalité, des droits et libertés à caractère civil, politique, économique, social, culturel et environnemental, énoncés dans le présent titre et dans les autres dispositions de la Constitution, ainsi que dans les conventions et pactes internationaux dûment ratifiés par le Royaume et ce, dans le respect des dispositions de la Constitution, des constantes et des lois du Royaume".

Messieurs du PJD, la femme ne vaudrait-elle que la moitié de l'homme?

Toute l'opposition des instances du PJD se focalise sur le substantif "constantes" que comporte le texte de cet article. En effet, ils stigmatisent la courageuse recommandation en ces termes: "Des recommandations "irresponsables" et qui vont "à l'encontre de l'article 19 de la Constitution qui encadre l'égalité entre la femme et l'homme selon les constantes religieuses et nationales du royaume".

Le tout est dans le terme "constantes" auquel le PJD a accolé l'adjectif "religieuses", qui initialement n'est pas mentionné dans le texte fondamental. Qu'à cela ne tienne, parmi les constantes de la nation marocaine, on peut citer, sans le moindre doute d'erreur, la nécessité de justice, autrement dit l'égalité des droits et des devoirs de tous les citoyens sans distinction de sexe. Cette constante est d'évidence une vérité autant religieuse que nationale. D'ailleurs, je n'invente rien, je ne fais qu'enfoncer une porte ouverte.

Avant de poursuivre, relevons juste cette contradiction dans les propos des instances du PJD. Comment osent-ils utiliser le substantif "égalité" pour signifier une inégalité flagrante, tangible, évidente? A moins de contorsionner à souhait et au gré des situations la définition et le contenu conceptuel du mot "égalité". En effet, la moitié d'une part ne saurait devenir une part, sauf si l'on accepte dans son raisonnement que la femme n'est ou ne vaut que la moitié de l'homme. La mauvaise foi ne grandit pas.

Constitutionnellement, l'article 19 sus mentionné instaure sans la moindre ambiguïté l'égalité entre l'homme et la femme. Seule une lecture partisane ou dogmatique peut conduire à penser que l'inégalité entre l'homme et la femme se situe hors du champs d'application de la loi fondamentale du pays et ce par le miracle du respect de constantes religieuses et nationales. Lequel miracle est sorti du chapeau ou de la

"reza (1)" de ceux qui s'obligent à opter pour une lecture littéraliste du texte coranique, en décalage par rapport à l'appréhension du réel par la conscience.

La question de l'égalité entre l'homme et la femme ne doit souffrir aucune manipulation car elle relève fondamentalement et de façon intrinsèque des droits sacrés d'une personne humaine. Auquel cas, toute concession quelle que soit sa nature est irrecevable par sa contrariété à la nature et donc à la rationalité qui régit le cosmos, dont les parties sont soumises aux mêmes lois. Une rationalité régie par les lois éternelles de Dieu et les universaux qui émanent de sa volonté et auxquels Il a soumis sa création, y compris l'esprit humain.

La justice, une constante religieuse

L'inégalité établie entre deux êtres issus de la même "Nafs", la même substance et de même nature, peut-elle être qualifiée de relevant de la justice? La justice comme principe universel, donc une constante et au-delà des particularités et des difficultés qui ont pu ou pourront encore faire ombre à son universalité, ne pourrait-elle pas être une constante religieuse de la nation marocaine? N'est-elle pas le fondement inaliénable de la vie sur cette terre? Dieu n'est-Il pas juste? Ne nous dit-Il pas qu'Il s'est interdit l'injustice et qu'Il l'interdit pour nous ses créatures? Le coran n'enseigne-t-il pas la justice et la recommande? Le prophète n'avait-il pour mission d'établir la justice sur terre en commençant par celle qui rétablit l'unicité de Dieu?

Les constantes dans la religion musulmane, ou toute autre religion, sont les principes fondamentaux qui sont universels et non les effets juridiques qui en découlent. Ceux-ci sont circonstanciels, propres à un contexte bien déterminé et donc doivent nécessairement subir les changements qu'implique l'évolution sociétale. L'injustice qui frappe la femme n'est pas une décision divine irrévocable et incontestable par sa sacralité, mais une étape dans l'évolution de la conscience dans le contexte précis de l'Arabie à l'époque.

On pourrait me rétorquer qu'il ne s'agit nullement d'une injustice car la conception humaine de la justice est insignifiante et sans rapport avec les mystères de la justice de Dieu. Nul croyant ne conteste l'impénétrabilité des mystères de Dieu. Cependant, Dieu n'exige de ses serviteurs que dans la mesure de leurs capacités et facultés. D'autre part, c'est lui qui les a dotés de la raison et donc de la faculté de juger par ce seul moyen, à l'exclusivité de tout autre et aussi, il ne leur a pas permis l'accès à ses secrets.

Ainsi, quel que soit le motif que l'on pourrait invoquer, on ne peut obliger l'homme à reconnaître, comme une norme absolument transcendante, un état de choses qui, placé dans le contexte de son époque et donc du degré d'évolution de la conscience, sûrement, méritait amplement d'être qualifié de "plus juste" et même de révolutionnaire par le progrès énorme qu'il avait introduit dans un contexte foncièrement injuste. Mais qui ne fut qu'une application circonstanciée d'un principe universel qui donne sens à la création, à savoir la Justice. C'est "l'absolu qui se développe dans le circonstancié".

## S'interdire de réfléchir

C'est en faisant appel à notre raison que Dieu nous exhorte à reconnaître son existence et son unicité et ses bienfaits, c'est aussi à elle qu'Il se réfère pour nous commander d'être juste entre nous. Dieu enseigne les principes et l'homme les met en perspective pour gérer sa vie et lui donner sens. Si l'homme n'avait pas la raison, il n'aurait pas pu connaître Dieu, reconnaître ses bienfaits, s'obliger à lui rendre grâce pour l'en remercier... En définitive, il ne serait pas entré en relation avec son créateur. Donc l'élément central des relations qu'entretient l'homme avec Dieu est justement cette raison ou cet esprit dont Dieu a favorisé l'homme en en faisant sa créature privilégiée. C'est la manière dont nous utilisons notre raison qui nous conduit vers le salut définitif ou la déchéance éternelle.

Tout ce qui se situe au-delà du champ des possibilités de l'esprit humain nous n'en sommes pas comptables auprès de Dieu, car: "Allah n'impose à aucune âme une charge supérieure à sa capacité" (Sourate 2, verset 286). S'il y a des normes de la justice divine inaccessibles à l'être humain, celui-ci n'en est pas responsable, sa seule responsabilité se limite à ce que sa nature, cette "Fitra", placée en lui par son créateur pour qu'il tende vers le bien et s'éloigne du mal, mesurés selon des critères humains, puisque au-delà il n'en peut point. En définitive, la conscience humaine, guidée par les principes universels divins, est le seul baromètre de la justice dont nous avons la charge sur terre. Les règles ont le devoir de s'accommoder à son évolution.

Dire que la justice divine ne se conçoit pas selon des critères et normes humains, c'est tordre le coup à l'évidence, c'est accepter l'injustice au nom du mystérieux que l'on s'approprie injustement et que l'on invoque pour conjurer et congédier la conscience. Il n'a fallu, pour parvenir à ce dessein, que de s'aliéner l'effort de réflexion conformément à la nature dans laquelle Dieu a créé l'homme, à savoir le sens de la curiosité pour découvrir la vérité. Si l'homme s'empêche de réfléchir pour dépasser les facultés primaires que lui permettent ses sens, il s'interdit la quête de la vérité conformément aux cheminements et selon les capacités intellectuelles que Dieu lui a confiées.

[http://www.huffpostmaghreb.com/ahmed-abdouni/heritage-les-constantes-et-les-variables\\_b\\_8637262.html](http://www.huffpostmaghreb.com/ahmed-abdouni/heritage-les-constantes-et-les-variables_b_8637262.html)



# هل المغرب «دولة القانون»؟

1/2

3531/6  
 11/2016



د. رضوان زهرو

«دولة القانون» هذا البناء سيصمد بواقع البنات الاقتصادية والسياسية والاجتماعية الهشة لهذه البلدان، والتي ستتحول فيها الدولة ضد مواطنيها، وقد تصبح نقمة عليهم، بعد ان كان من المفروض ان تكون حامية لحقوقهم وحررياتهم.

اما بالنظر التامة، الراجعة في اصلاح مؤسساتها وتشريعياتها الداخلية، فإن بناء وإقرار «دولة القانون»، وممارستها لمطلباتها، اعطت ردودا عكسية في الكثير من هذه البلدان؛ كالسودان والصومال، ورواندا، وكوتونجو، وهايتي، وكمبوديا... إلخ، وكلها بلدان تعاني من الفقر وضعف البنات الاقتصادية والسياسية والاجتماعية وتناطح الفصائل العرقية أو الدينية بها، مما جعلها تعاني من حروب أهلية، حولت بلدانها إلى بؤر دموية، تنتهك بها حقوق الإنسان والحريات العامة، إن ما يلاحظ بخصوص الدولة التي ولدت عاجزة عن السيطرة على الأوضاع الداخلية لبلادها وحماية مواطنيها.

إن ما يلاحظ بخصوص الإعلانات والخطابات السياسية الدولية والإقليمية والأجنبية السياسية للمؤسسات المالية الدولية، وللجمعية العامة للأمم المتحدة، ويخشى الأجهزة التابعة لها، هو كونها من جهة، استعملت مفهوم «دولة القانون»، بمعناه الضيق، أي ضرورة خضوع الدولة

التي ذات، وقد أنطأ بالمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان متابعة تفعيل توصيات هذا التقرير، وأمرنا السلطات العمومية بتيسير إنجاز هذه المهمة، كل في مجال اختصاصه، بما يكتنفها من ترسيخ دولة القانون وتحقيق الإنصاف.

وتجسيدا لهذا التكليف، عمل المجلس على متابعة تفعيل التوصيات الصادرة عن هيئة الإنصاف والمصالحة، باعتماد تصور ومنهجية عن تفويض عمل تحديد مجالات المتابعة والإطراف المعنية بها وبنوات العمل، وقد مكن ذلك المجلس من إحداث لجن متعددة التكوين، سواء من أعضاء المجلس أو من الجهات والقطاعات والمصالح الحكومية المعنية، وبمقتضى تفويضات المجلس، لجانا - مؤسسة الوسيط الذي يهتم بالنظر في تظلمات الأفراد ضد الإدارة، من خلال خطوات جادة وعلمية، في مجال تفعيل تصرفات الإدارة وإخضاعها للقانون، وفي نفس الوقت حماية الحقوق والحريات الأساسية من تصرف السلطة.

والإسبغ مؤسسة وطنية مستقلة ومختصة بمهمة الدفاع عن الحقوق في نطاق العلاقات بين الإدارة والمرتكبين، والإسهام في ترسيخ سيادة القانون وإتباعه مع العدل والإنصاف، وفتح المجال للشفافية في تدبير الإدارات والمؤسسات العمومية والجمعيات الترابية والهيئات التي تمارس صلاحيات السلطة العمومية، (الفصل 162).

تصرفات السلطة العمومية، وبمقتضى تفويضات المجلس، لجانا - مؤسسة الوسيط المختصة بمهمة الدفاع عن الحقوق والحريات الأساسية من تصرف السلطة.

والإسبغ مؤسسة وطنية مستقلة ومختصة بمهمة الدفاع عن الحقوق في نطاق العلاقات بين الإدارة والمرتكبين، والإسهام في ترسيخ سيادة القانون وإتباعه مع العدل والإنصاف، وفتح المجال للشفافية في تدبير الإدارات والمؤسسات العمومية والجمعيات الترابية والهيئات التي تمارس صلاحيات السلطة العمومية، (الفصل 162).

ووجع سلطاتها للقانون، وهذا القانون ليس فقط القانون الداخلي، بل أيضا القانون الدولي، وذلك باعتبار أن نظام دولة القانون، هو التفعيل بحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية للمواطنين وحقوق الأقليات، المتعارف عليها دوليا، ومن جهة أخرى، وظفت مفاهيم لعمية وعالية لدى المدافعين عن حقوق الإنسان والمفاهيم مثل قدسية الإنسان ومحاربة الفقر والشرعية، مما جعل من مفهوم «دولة القانون»، بالقانون الدولي، بمثابة لواء مرفوح، وعلى جميع أعضاء المجتمع الدولي الالتفاف من حوله، وبدلك، أصبح لمبدأ «دولة القانون»، بعدا جديدا، حين يربط بينه وبين الديمقراطية وحقوق الإنسان والتنمية ومفاهيم أخرى، مثل المحكمة الجيدة، والإقرار السلم والأمن، ومحاربة الفقر، كمن السؤال الذي يطرح نفسه هنا هو: ما العلاقة بين «دولة القانون» وكل هذه المفاهيم؟

يرى مانحو المساعدات لدعم الإصلاحات القانونية والمؤسسية الهادفة لترسيخ دولة القانون وتشريها بالنظام الداخلي لنور، بأن «دولة القانون»، تعد وسيلة أساسية لتحقيق الديمقراطية وترسيخ حقوق الإنسان، وتعتبر عنصرا مهما لتحقيق المحكمة الجيدة وتعزيز الأمن والسلم، بل إنها تعد في الأونة الأخيرة، وسيلة فعالة لتحقيق الإزدهار الاقتصادي ومحاربة الفقر وتحقيق المساواة بين الجنسين هناك تطویرین أساسيين عرفهما مبدأ «دولة القانون»: الأول يتمثل في مدى توفر الآليات القانونية والمؤسسية التي تجعل من الدولة وسيلة فعالة لحماية الحقوق والحريات الأساسية للأفراد، وتمكنهم من الدفاع عن حقوقهم وحررياتهم الأساسية، والشغف على السلطة لأجل احترامها، وهذه الوسائل والمؤسسات تختلف من دولة لأخرى، سواء في تسميتها أو في مضمونها.

اما التطور الثاني، فيتمثل في انتقاله إلى القانون الدولي وتكريسه بموجب وادبيات المؤسسات الدولية، والتي استعملت مفهوم «دولة القانون» بمعناه الواسع، أي ضرورة خضوع الدولة وجميع سلطاتها للقانونين الداخلي والدولي، لأجل حماية حقوق الأفراد والحريات الأساسية، وضرورة توفر المؤسسات الدولية والفضائية لتحقيق ذلك، كما أنها استطاعت أن تعطي بعدا جديدا، حين يرتبط بين هذا المبدأ ومبادئ أخرى لا تقل أهمية كالتبعية المطلقة وحقوق الإنسان والتنمية والحكمة الجيدة والإقرار

ووجع سلطاتها للقانون، وهذا القانون ليس فقط القانون الداخلي، بل أيضا القانون الدولي، وذلك باعتبار أن نظام دولة القانون، هو التفعيل بحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية للمواطنين وحقوق الأقليات، المتعارف عليها دوليا، ومن جهة أخرى، وظفت مفاهيم لعمية وعالية لدى المدافعين عن حقوق الإنسان والمفاهيم مثل قدسية الإنسان ومحاربة الفقر والشرعية، مما جعل من مفهوم «دولة القانون»، بالقانون الدولي، بمثابة لواء مرفوح، وعلى جميع أعضاء المجتمع الدولي الالتفاف من حوله، وبدلك، أصبح لمبدأ «دولة القانون»، بعدا جديدا، حين يربط بينه وبين الديمقراطية وحقوق الإنسان والتنمية ومفاهيم أخرى، مثل المحكمة الجيدة، والإقرار السلم والأمن، ومحاربة الفقر، كمن السؤال الذي يطرح نفسه هنا هو: ما العلاقة بين «دولة القانون» وكل هذه المفاهيم؟

يرى مانحو المساعدات لدعم الإصلاحات القانونية والمؤسسية الهادفة لترسيخ دولة القانون وتشريها بالنظام الداخلي لنور، بأن «دولة القانون»، تعد وسيلة أساسية لتحقيق الديمقراطية وترسيخ حقوق الإنسان، وتعتبر عنصرا مهما لتحقيق المحكمة الجيدة وتعزيز الأمن والسلم، بل إنها تعد في الأونة الأخيرة، وسيلة فعالة لتحقيق الإزدهار الاقتصادي ومحاربة الفقر وتحقيق المساواة بين الجنسين هناك تطویرین أساسيين عرفهما مبدأ «دولة القانون»: الأول يتمثل في مدى توفر الآليات القانونية والمؤسسية التي تجعل من الدولة وسيلة فعالة لحماية الحقوق والحريات الأساسية للأفراد، وتمكنهم من الدفاع عن حقوقهم وحررياتهم الأساسية، والشغف على السلطة لأجل احترامها، وهذه الوسائل والمؤسسات تختلف من دولة لأخرى، سواء في تسميتها أو في مضمونها.

اما التطور الثاني، فيتمثل في انتقاله إلى القانون الدولي وتكريسه بموجب وادبيات المؤسسات الدولية، والتي استعملت مفهوم «دولة القانون» بمعناه الواسع، أي ضرورة خضوع الدولة وجميع سلطاتها للقانونين الداخلي والدولي، لأجل حماية حقوق الأفراد والحريات الأساسية، وضرورة توفر المؤسسات الدولية والفضائية لتحقيق ذلك، كما أنها استطاعت أن تعطي بعدا جديدا، حين يرتبط بين هذا المبدأ ومبادئ أخرى لا تقل أهمية كالتبعية المطلقة وحقوق الإنسان والتنمية والحكمة الجيدة والإقرار

ووجع سلطاتها للقانون، وهذا القانون ليس فقط القانون الداخلي، بل أيضا القانون الدولي، وذلك باعتبار أن نظام دولة القانون، هو التفعيل بحماية حقوق الإنسان والحريات الأساسية للمواطنين وحقوق الأقليات، المتعارف عليها دوليا، ومن جهة أخرى، وظفت مفاهيم لعمية وعالية لدى المدافعين عن حقوق الإنسان والمفاهيم مثل قدسية الإنسان ومحاربة الفقر والشرعية، مما جعل من مفهوم «دولة القانون»، بالقانون الدولي، بمثابة لواء مرفوح، وعلى جميع أعضاء المجتمع الدولي الالتفاف من حوله، وبدلك، أصبح لمبدأ «دولة القانون»، بعدا جديدا، حين يربط بينه وبين الديمقراطية وحقوق الإنسان والتنمية ومفاهيم أخرى، مثل المحكمة الجيدة، والإقرار السلم والأمن، ومحاربة الفقر، كمن السؤال الذي يطرح نفسه هنا هو: ما العلاقة بين «دولة القانون» وكل هذه المفاهيم؟

يرى مانحو المساعدات لدعم الإصلاحات القانونية والمؤسسية الهادفة لترسيخ دولة القانون وتشريها بالنظام الداخلي لنور، بأن «دولة القانون»، تعد وسيلة أساسية لتحقيق الديمقراطية وترسيخ حقوق الإنسان، وتعتبر عنصرا مهما لتحقيق المحكمة الجيدة وتعزيز الأمن والسلم، بل إنها تعد في الأونة الأخيرة، وسيلة فعالة لتحقيق الإزدهار الاقتصادي ومحاربة الفقر وتحقيق المساواة بين الجنسين هناك تطویرین أساسيين عرفهما مبدأ «دولة القانون»: الأول يتمثل في مدى توفر الآليات القانونية والمؤسسية التي تجعل من الدولة وسيلة فعالة لحماية الحقوق والحريات الأساسية للأفراد، وتمكنهم من الدفاع عن حقوقهم وحررياتهم الأساسية، والشغف على السلطة لأجل احترامها، وهذه الوسائل والمؤسسات تختلف من دولة لأخرى، سواء في تسميتها أو في مضمونها.

اما التطور الثاني، فيتمثل في انتقاله إلى القانون الدولي وتكريسه بموجب وادبيات المؤسسات الدولية، والتي استعملت مفهوم «دولة القانون» بمعناه الواسع، أي ضرورة خضوع الدولة وجميع سلطاتها للقانونين الداخلي والدولي، لأجل حماية حقوق الأفراد والحريات الأساسية، وضرورة توفر المؤسسات الدولية والفضائية لتحقيق ذلك، كما أنها استطاعت أن تعطي بعدا جديدا، حين يرتبط بين هذا المبدأ ومبادئ أخرى لا تقل أهمية كالتبعية المطلقة وحقوق الإنسان والتنمية والحكمة الجيدة والإقرار





# الفريق الاستقلالي يتهم اليزمي بالتطاول على اختصاصات الملك

28/3/15

«تناولها إلى إشراك أطراف أخرى أكثر تخصصا ودراية من أعضاء مجلس ينظرون إلى المسألة الحقوقية نظرة أحادية جافة تستحضر البعد الكوني وتلغي الغاء تاما الخصوصيات الدينية والعرقية والحضارية». وأوضح اللبار في انتقاده للمجلس، الذي يرأسه إدريس اليزمي، أن «الحدثة الحقيقية والمعاصرة الفعلية تتحققان عبر التمكن من الحفاظ على ثوابت الأمة وملاستها مع متطلبات التطور على كافة المستويات، ولا تعنيان المسخ الهوياتي، ومن يقبل بأن يمثل حمالة أهداف غير الأهداف التي تحفظ للشعب المغربي ثوابته، فإنما هو بصدد ممارسة تضيق الوقت وخلق الفتن، سواء تعلق الأمر بقضية الإرث أو بباقي القضايا المرتبطة بالهوية المغربية العربية والأمازيغية والإسلامية».

التفاصيل من 3

الرباط - خديجة عليموسي

هاجم الفريق الاستقلالي بمجلس المستشارين رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول قضية الإرث، إذ خلال مناقشة مشروع قانون المالية 2016 أول أمس قال عبد السلام اللبار، رئيس الفريق، إن «ما ذهب إليه المجلس الوطني لحقوق الإنسان في موضوع ذي حساسية مفرطة هو تطاول على اختصاصات سامية»، في إشارة منه إلى الملك محمد السادس، بصفته أمير المؤمنين ورئيس المجلس العلمي الأعلى الموكل له النظر في مثل هذه القضايا. ووصف اللبار رأي المجلس الوطني لحقوق الإنسان الداعي إلى إعادة النظر في الإرث بـ«الحماسة» وبـ«المقامرة» التي لا تتصور لأنها تطاول على قضية كانت تحتاج في



عبد السلام اللبار

## الفريق الاستقلالي يتهم اليزمي بالتطاول على اختصاصات الملك

28/3/15

واضحت نموذجا يحتذى به بالنسبة للعديد من الأقطار الإسلامية». وعبر اللبار عن رفض فريقه «الخوض في قضايا محكومة بنصوص شرعية قطعية وأصحة لا يحق لنا مخالفتها، وهذا الطرح لا يعني أننا ضد الاجتهاد»، مشيرا إلى أن فريقه ينتمي إلى مدرسة الاجتهاد. من جهة أخرى، نبه اللبار الحكومة إلى الخطورة البالغة التي تكتسبها مبادرة الحكومة، ممثلة في وزير التربية الوطنية والتكوين المهني والهادفة إلى التراجع عن تعريب المواد العلمية في بعض الأسلاك التعليمية، داعيا الحكومة إلى «تحمل مسؤوليتها في هذا الصدد بالإعلان الفوري عن إلغاء المبادرة». ومن جهة أخرى، تسائل اللبار عما إذا كان الاستثناء في أفعال يعاقب عليها القانون بالنسبة للانتخابات أكثر خطورة من الجرائم الإرهابية، منتقدا تشهير الحكومة بـ«منتخبين لم يقل القضاء كلمته النهائية بعد في شأنهم، وبأن اسمائهم في وسائل إعلام عمومية، وهو ما يشكل مسا مباشرا بذم الناس وقتلا لقرينة البراءة وسحقا لسرية التحقيقات، في الوقت الذي لا يتم نشر أسماء المتهمين بالإرهاب».

أن «الحدثة الحقيقية والمعاصرة الفعلية تتحققان عبر التمكن من الحفاظ على ثوابت الأمة وملاعتها مع متطلبات التطور على كافة المستويات، ولا تعنيان المسخ الهوياتي، ومن يقبل بأن يمثل حمالة أهداف غير الأهداف التي تحفظ للشعب المغربي ثوابته، فإنما هو بصدد ممارسة تضيق الوقت وخلق الفتن، سواء تعلق الأمر بقضية الإرث أو بباقي القضايا المرتبطة بالهوية المغربية العربية والأمازيغية والإسلامية».

وتذكر رئيس الفريق الاستقلالي بقضايا عرفها المغرب، وكانت أكثر خطورة، قائلا: «بالأمس انبرى إلى ساحة النقاش العمومي موضوع إصلاح مدونة الأسرة التي كانت تشعل فتيل المواجهات بين المؤيدين والمعارضين، وكدنا نصل حد الفتنة، وبالأمس القريب طرح موضوع الإجهاض بين فريق أعلن صراحة مطالبته برفع التجريم عنه وبين فريق أصر على الإبقاء على التجريم. وفي كل الحالات كان الحل بمنهجية تشاركية، وبإبداع من جلالته الملك محمد السادس نصره الله كما حصل بالنسبة لإصلاح مدونة الأسرة والإجهاض، بأن كلف جلالته لجانا أسفرت عن نتائج إيجابية طوت صفحة الخلاف،

الرباط  
ع-خ

هاجم الفريق الاستقلالي بمجلس المستشارين رأي المجلس الاستشاري لحقوق الإنسان حول قضية الإرث، إذ خلال مناقشة مشروع قانون المالية 2016 أول أمس قال عبد السلام اللبار، رئيس الفريق، إن «ما ذهب إليه المجلس الوطني لحقوق الإنسان في موضوع ذي حساسية مفرطة هو تطاول على اختصاصات سامية»، في إشارة منه إلى الملك محمد السادس، بصفته أمير المؤمنين ورئيس المجلس العلمي الأعلى الموكل له النظر في مثل هذه القضايا. ووصف اللبار رأي المجلس الوطني لحقوق الإنسان الداعي إلى إعادة النظر في الإرث بـ«الحماسة» وبـ«المقامرة» التي لا تتصور لأنها تطاول على قضية كانت تحتاج في «تناولها إلى إشراك أطراف أخرى أكثر تخصصا ودراية من أعضاء مجلس ينظرون إلى المسألة الحقوقية نظرة أحادية جافة تستحضر البعد الكوني وتلغي الغاء تاما الخصوصيات الدينية والعرقية والحضارية». وأوضح اللبار في انتقاده للمجلس، الذي يرأسه إدريس اليزمي،





## الأخت الحيطي تؤكد تعبئة الوفد المغربي المشارك في (كوب21) بباريس 8560/2



السياسة المتعلقة بالتغير المناخي والتنمية المستدامة بشكل عام، وذلك في أفق تنظيم الدورة 22 للاتفاقية الإطار للأمم المتحدة بشأن تغير المناخ بمراكش السنة المقبلة.

من جهته، نبه رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان اليريمي إلى أن تغير المناخ يهدد التمتع بحقوق الإنسان الأساسية، مشيراً إلى الالتزام القوي للمغرب بإنجاح (كوب21) و(كوب22).

وأكد في هذا الإطار على ضرورة تعزيز مساهمة المجتمع المدني في النقاش الدولي حول المناخ، بما يمكن من إكفاء الوعي بالرهانات البيئية والمناخية.

من جهته، توقف مدير الشراكة والتعاون والاتصال بوزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة محمد بن يحيى عند الجانب التقني لهذه التظاهرة، مشيراً إلى أن الاتفاق

المقبل (كوب21) بباريس لن يدخل حيز التطبيق إلا في سنة 2020، ومسجلاً أن نص الاتفاق يجسد مواقف مختلف الأطراف ويقدم

أكدت الوزيرة المنتدبة لدى وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة المكلفة بالبيئة الأخت حكيمة الحيطي، أول أمس بالرباط، على التعبئة الكبيرة للوفد المغربي المشارك في الدورة الحادية والعشرون للاتفاقية الإطار للأمم المتحدة بشأن تغير المناخ (كوب21) التي ستحتضنها العاصمة الفرنسية.

وقالت الوزيرة، خلال افتتاح اجتماع تنسيقي للوفد المغربي الذي يضم وزراء وفاعلين مؤسساتيين واقتصاديين إلى جانب ممثلين عن المجتمع المدني، إن هذا الاجتماع يروم استعراض التقدم المحرز في الاستعدادات الخاصة بالمشاركة في هذه التظاهرة، والتداول بخصوص آليات تنسيق المشاركة المغربية، وخاصة في إطار المفاوضات والتظاهرات المواكبة وفضاءات العرض.

وأكدت الأخت الحيطي أن الوفد المغربي يعتزم الدفاع عن موقف المغرب خلال المفاوضات، وإبراز التقدم الذي أحرزته المملكة في

المقترحات والخيارات المطروحة. أما مدير التغيرات المناخية والتنوع البيولوجي والاقتصاد الأخضر محمد نبوي، فاعتبر أن المغرب يتموقع، من خلال مشاركته في كوب21، في صلب الأجنحة العالمية للمناخ بالتزام متواصل على مدى ثلاث سنوات. كما نوه بالحضور القوي للمغرب في ثلاث فضاءات مقامة في إطار هذه التظاهرة، وبرنامج متنوع للتنشيط والترويج، خاصة على مستوى جناح المغرب المخصص للوفود الرسمية، ورواق الحلول المخصص للقطاع الخاص. ويشكل مؤتمر باريس محطة أساسية في مسلسل المفاوضات المتعلقة بالمناخ، ومن المرتقب أن يتمخض عن اتفاق دولي جديد يسري على كافة البلدان ويتيح الإبقاء على ارتفاع درجة حرارة الأرض في مستوى أقل من درجتين.

المقترحات والخيارات المطروحة. أما مدير التغيرات المناخية والتنوع البيولوجي والاقتصاد الأخضر محمد نبوي، فاعتبر أن المغرب يتموقع، من خلال مشاركته في كوب21، في صلب الأجنحة العالمية للمناخ بالتزام متواصل على مدى ثلاث سنوات. كما نوه بالحضور القوي للمغرب في ثلاث فضاءات مقامة في إطار هذه التظاهرة، وبرنامج متنوع للتنشيط والترويج، خاصة على مستوى جناح المغرب المخصص للوفود الرسمية، ورواق الحلول المخصص للقطاع الخاص. ويشكل مؤتمر باريس محطة أساسية في مسلسل المفاوضات المتعلقة بالمناخ، ومن المرتقب أن يتمخض عن اتفاق دولي جديد يسري على كافة البلدان ويتيح الإبقاء على ارتفاع درجة حرارة الأرض في مستوى أقل من درجتين.

## الحيطي تكشف عن تفاصيل المشاركة المغربية الوازنة في المؤتمر العالمي للمناخ بباريس

ترأست الوزيرة المنتدبة المكلفة بالبيئة حكيمة الحيطي، أمس الإثنين اجتماعا تنسيقيا مع أعضاء الوفد المغربي المشارك في مؤتمر الأطراف 21 لاتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ.

وأطلعت الحيطي الوفد المغربي المكون من مختلف القطاعات الوزارية والفاعلين الاقتصاديين والسلطات المحلية والمجتمع المدني ووسائل الإعلام على آخر الاستعدادات للمشاركة في هذا الحدث العالمي الهام كما تطرقت الوزيرة إلى مناقشة آليات التنسيق من أجل مشاركة متميزة للمغرب في فعاليات هذا المؤتمر العالمي الذي سيعرف حضوراً يزيد من 40 ألف فاعل في الميدان.

الحيطي وفي كلمة لها ضمن اللقاء الذي عرف حضور **إدريس اليزمي، رئيس المجلس الوطني لحقوق الإنسان** تطرقت إلى كيفية الدفاع بشكل أفضل عن الموقف الوطني خلال هذه المفاوضات وكذا تسليط الضوء على التقدم الذي أحرزته بلادنا في مجال تغير المناخ والتنمية المستدامة بشكل عام في مختلف الورشات والندوات التي ستعقد على هامش المؤتمر العالمي.

الوزيرة أضافت أن المغرب سينظم رواق كبير على مساحة 184 متر مربع سيكون منصة للعارضين في مجال كيفية استخدام وسائل الإتصال الحديثة والمبتكرة كما أن عدة وزارات ستكون حاضرة في الرواق من قبيل الصناعة والسكنى والمالية والطاقة والماء والفلاحة والنقل واللوجيستيك وغيرها. وأوضحت الحيطي أن الوفد المغربي سيضطلع بدور التعريف الحضور الفعال وذلك في أفق تنظيم مؤتمر الأطراف 22 لهذه الاتفاقية في مراكش العام المقبل وهو التحدي الذي اعتبرته الحيطي تحدياً كبيراً وضخماً.

تجدر الإشارة إلى أن المغرب سيشارك في هذا المؤتمر بوفد هام رفيع المستوى في قمة عالمية سيحضرها كبار رؤساء الدول العالمية كالرئيس الأمريكي باراك أوباما بالإضافة للرئيس الفرنسي فرانسوا هولاند.

هذا وكان الملك محمد السادس و الرئيس الفرنسي فرانسوا أولاند، قد أطلقا شتتير الماضي من مدينة طنجة “نداء طنجة” من أجل مبادرة تضامنية قوية لفائدة المناخ”، بهدف توحيد جهودهما لحث المجتمع الدولي على إيجاد إجابات مناسبة وناجعة لإشكالية التغير المناخي.

“نداء طنجة”، ذكر المجتمع الدولي ومختلف الفاعلين والرأي العام العالمي، بضرورة التصدي العاجل للتغير المناخي “بكيفية جادة وناجعة ومنصفة”.

ويعد “نداء طنجة”، الذي يأتي لإطلاقه بعد “نداء مانيلا” (الفلبين)، و “نداء فور دو فرونس”، بمثابة ناقوس للخطر، بالنظر لاستعجالية القيام بعمل تضامني وقوي لصالح حماية المناخ، وضرورة العمل “بسرعة وبشكل جيد وجماعي” لتكثيف جهود محاربة التغيرات المناخية، بحسب البيان.

ويدعو المغرب وفرنسا، اللذان سيضطلعان برئاسة المؤتمرين العالميين لتغير المناخ (كوب 21 وكوب 22)، لاغتنام فرصتي هذين المؤتمرين بباريس ومراكش، لتسريع التحول نحو اقتصاد عالمي أخضر، بشكل تنصهر فيه بانسجام التطلعات المشروعة للتنمية مع ضرورة استدامة الموارد والتقليص من المخاطر البيئية.





المجلس الوطني لحقوق الإنسان  
الجمعية الوطنية لحقوق الإنسان  
Conseil national des droits de l'Homme

زوم بريس

## إلتحاق ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان باملشيل بالمعتصمين امام مجلس اليزمي

انضم ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان باملشيل بالمعتصمين امام مجلس اليزمي مند 24 نونبر، لتكتمل الصورة القائمة لحصيلة مجلس اليزمي في حل المشاكل العالقة.

وعقد أعضاء التنسيق الوطنية لضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الانسان خلال سنوات الرصاص "الثلاثاء"، إجتماعا مع تنسيقيتين من ضحايا الانتهاكات الجسيمة باقليم املشيل ،تنسيقية الكرامة وتنسيقية السونات.

وناشد المعتصمون الجمعيات الحقوقية والنسائية والهيئات السياسية ، مساندتهم وتحمل مسؤولياتهم

<http://www.zoompresse.com/news8158.html>

25/11/2015

Conseil national des droits de  
l'Homme

9

www.cndh.org.ma

## نقض وهم "الإصلاح في ظل الاستقرار" بالمغرب

قراءة في حجية الخطاب السياسي لأشغال المجلس القطري للدائرة السياسية لجماعة العدل والإحسان في دورته 19 بقلم: مصطفى شكري  
الفهرس

تمهيد

أولاً: الكلمة الافتتاحية ونقض أوهام الخطاب السياسي الرسمي

1- نقض دعوى سلامة العملية الديمقراطية

2- نقض دعوى حرية النقاش المجتمعي

3- نقض دعوى رقي وتقدم الوضع الاجتماعي والاقتصادي

ثانياً: التقرير السياسي لمقدس ونقض أوهام الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي

ثالثاً: البيان الختامي ومخرجات نقض وهم الإصلاح في ظل الاستقرار

رابعاً: أقوال للتأمل

تمهيد

تعرض هذه الورقة لقراءة تأملية في حجاج الخطاب السياسي لأشغال المجلس القطري للدائرة السياسية لجماعة العدل والإحسان في دورته 19، وذلك من خلال النظر في ثلاث وثائق كانت ثمرة تحليل نقدي لواقع الفعل السياسي الحالي بالمغرب خطاباً وممارسة، وهما:

- الكلمة الافتتاحية لرئيس الدائرة السياسية.

- وثيقة التقرير السياسي.

- وثيقة البيان الختامي.

ومرمى هذه القراءة أساساً، أن تتقف عند نقض الخطاب السياسي المتضمن في هذه الوثائق لمقولة "وهم الإصلاح في ظل الاستقرار" بالمغرب. تلکم المقولة التي أضحت لازمة من لوازم الخطاب المخزني الرسمي، وقاعدة من قواعد التداول السياسي تجيش لترسيخها مختلف أجهزة الدولة حتى غدت عند البعض مسلمة لا تحوم حولها أدنى شبهات الريب أو الشك خاصة مع الجهد الجهيد التي تبذله تلكم الأجهزة لتجديدها في الوعي العام ليس في مستوى المخيال الشعبي لدى فئات العامة فقط، وإنما وللأسف في مستوى خطاب "النجبة المثقفة".

أولاً: الكلمة الافتتاحية ونقض أوهام الخطاب السياسي الرسمي

اعتمدت الكلمة الافتتاحية التي ألقاها الدكتور عبد الواحد متوكل في مستهل افتتاح أشغال المجلس القطري لـ"مقدس" في نقضها لـ"وهم الإصلاح في ظل الاستقرار" على نقض ثلاث دعاوى أساسية، إليكم بيانها:

1- نقض دعوى سلامة العملية الديمقراطية

إن مما انبنى عليه الخطاب السياسي المخزني في المغرب بعد عمليات الالتفاف الكبرى لما بعد حركة 20 فبراير الترداد الكثير لمقولة تنزيل دستور 2011، وكانت فرصة الانتخابات الأخيرة في شتنبر 2015 فرصة سانحة للدعاية السخية للدستور الممنوح، ولديمقراطية الواجحة.

ولقد عملت هذه الكلمة الافتتاحية على نقض هذه الدعوى من خلال بيان تحافت العملية على مستويات ثلاث:

أ- مستوى الإعداد: بالنظر إلى طبيعة الترسنة القانونية المؤطرة للعملية الانتخابية والتي طبعها التقييد والتحكم.

ب- مستوى السيرورة: بالنظر إلى ما شاب العملية من خروقات قانونية أعادت إلى الواجهة السلوكات الانتخابية المشينة المعهودة القديمة الجديدة.



ج- مستوى المآلات التي أفرزت "خياطة" خريطة سياسية طبعتها التوافقات والتحالفات التي وضعت في حسابها عدم المس بـ"مصالح المخزن المرعية".

2- نقض دعوى حرية النقاش المجتمعي

من الأوهام الأساسية التي يتم الترويج لها في المشهد السياسي المغربي وهم وجود نقاش مجتمعي بالمعنى العلمي السياسي للمفهوم على النحو الذي نجده مؤسسا في البلدان العريقة ديمقراطيا، وهو وجود يستبطن التوفر على مجال واسع للتأسيس لمعاني الحرية في النقاش المجتمعي داخل فضاء التواصل الجماعي للفاعلين المتعددين بمختلف توجهاتهم ومرجعياتهم، وهو ما يتيح عرض قضايا شائكة على بساط البحث والنقد والتحليل.

تتخذ كلمة الدكتور عبد الواحد المتوكل قضية "الغلط الشنيع" في "فتوى" المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول نصيب المرأة من الإرث منطلقا لنقض دعوى توفر الحرية في النقاش المجتمعي، وذلك من خلال التشكيك في الدوافع المقدمة لإصدار هذه التوصية والتي تغلف عادة بأقنعة الدفاع عن حقوق المرأة عبر الحجج التالية:

- الحجة الواقعية الماثلة في الوضع العام المتردي للمرأة على كافة الأصعدة، وهي حجة تسائل النظرة التجزئية المعتمدة في مقارنة وضعية المرأة، إذ لم السكوت المريب عن الحيف المزري العام بذات المرأة وكرامتها والنبس في قضايا تخالف إجماع عموم المسلمين!!؟  
- الحجة الحقوقية الظاهرة في هذا الإجهاز العام على الحقوق الفردية والجماعية للشعب ولقواه الحية في مستويات التعبير والتنظيم والاجتماع والاعتقاد والتقاضى والتنقل، وهي القضايا المغيبة المنفية من دائرة عمل المجلس المعين.

- الحجة الشرعية القائمة على أن حالة التفاضل في الإرث بين الذكر والأنثى هي فقط إحدى حالات الإرث الشرعية للمرأة المتفق عليها نسا واجماعا، وهي حجة تشكك في نية هؤلاء المتصدين لإثارة الشبه حول دين الأمة وعقيدتها.

- حجة النظرة الانتقائية البارزة في صناعة قضايا هلامية وقيادة معارك وهمية لا وجود لها إلا في ذهن من يثيرها، والغيوية المستقلة عن تناول قضايا أخرى، ذلك أن الشجاعة التي يدعيها البعض في نقد "الطابوهات" المسكوت عنها يقتضي التعرض لمختلف هذه "الطابوهات" وعلى رأسها قضية الزواج المدنس بين الثروة والسلطة.

3- نقض دعوى رقي وتقدم الوضع الاجتماعي والاقتصادي

إلى جانب اشتغال الخطاب المخزني الرسمي على الدعاية لمقولة الإصلاح في ظل الاستقرار من خلال التأكيد على ديمقراطية العمل السياسي، وحرية النقاش المجتمعي، اشتغل هذا الخطاب على بيان تطور وتقدم ورفي الوضع الاجتماعي العام للشعب المغربي، وهو الشيء الذي عملت الكلمة الافتتاحية لمقدس على نقضه من خلال مناقشة ما يسميه أهل الحجاج بالحجة المغالطية المبنية أساسا في الدعوى المعروضة أمامنا على:

- نقض المقارنة الخطأ، ذلك أن الاستناد إلى تبرير الواقع المتأزم على المقارنة بين أحوالنا المتردية وبين ما يقع في الدول التي عرفت ثورات على أنظمتها المستبدة بدعوى الأمن مقابل الاستقرار، هو منطق غريب عجيب قائم على المقارنة بالنماذج السيئة. والأصل عند العقلاء أن تتم المقارنة بين السيئ والأجود لا بين السيئ والأسوأ منه.

- نقض الاستدلال الفاسد، إذ إن اعتماد منطق: "إن الوضع كان يمكن أن يكون أسوأ" استدلال فاسد يشيع اليأس في أي أمل يرتجى للتغيير الحقيقي، ويرهن البلاد والعباد لإرادة الاستبداد والفساد، ويؤصل لتأييد واقع الظلم والاستبعاد، ويشيد لرعاية ذهنيات الخنوع والقعود رضى بما هو قائم. وهي استراتيجيات استبدادية تلقى سندها التاريخي في دعائم دين الانقياد وتبريرات المنطق المصالحى القاعد دون إرادة الفاعلية القائمة للحق الشاهدة بالقسط وسط دنيا الناس وهموم الناس.

لقد رافق عملية نقض هذه الدعاوى الثلاث نقد ساخر لاذع لمظاهر الردة والبؤس في العمل السياسي بالمغرب، وذلك على مستويين:

- مستوى الفعل السياسي من خلال الإلماع إلى هذه الظاهرة العجائبية للمشهد السياسي المغربي المتمثلة في إجماع الكل حكومة ومعارضة على انتقاد فساد العملية الانتخابية من دون الجرأة على تحديد الجهة المتسببة في عمليات الإفساد تلك، على نحو أدخل الفعل السياسي في غياهب صمت التآمر وجمععة الاستخفاف.





- مستوى الخطاب السياسي من خلال الوقوف عند تناقض وتحافت هذا الخطاب الذي يرتحن إلى وهم النقاشات الهامشية التي لا تجرأ على مس حمي الأسياد، بل "تخنس وتبتلع ألسنتها وتجن عن مناقشة البشر الخطاء، وهو ما يهدم دعاوى انتصارها للمظلوم وغيرها على الحق المضيع".

ثانيا: التقرير السياسي لمقدس ونقض أوهام الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي

إذا كانت الكلمة الافتتاحية لمقدس قد جعلت وكدها نقض أوهام الخطاب السياسي، فإن التقرير السياسي لمقدس قد انصرف إلى مستوى آخر انبنى على نقض أوهام الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي، وذلك عبر التحليل الناقد لمجالين اثنين:

أ- مجال تم فيه استحضار السياقات المحيطة عالميا وإقليميا وهي السياقات التي انطبعت حسب التقرير بتصاعد التوتر في مختلف مناطق العالم، واستمرار الاستكبار العالمي في دعم الاستبداد العربي والإجرام الصهيوني. ولعل استحضار هذه السياقات مهم في فهم وعي واضعي التقرير بآثار الموجات الارتدادية للتغول العالمي وصنائه المحلية على تنمية وتصلب إرادات التحرر والانعقاد لدى الشعوب المضطهدة، وفي ذلكم تلميح يستشرف المآلات التاريخية الناصعة لكل ذي لب أربب المنبئة بقدم موجات حركات تحررية رافضة للظلم منتفضة ضد الاستبداد، وفي ذلكم أيضا رسالة بالواضح تنقض وهم كون المغرب بمنأى ما -بدعوى الخصوصية والاستثناء- عن سنة الله في الضرب على يد الظالمين المترفين، وكون البلاد بعيدة عن ما شهدته بلدان الجوار وغير الجوار من ثورات اقتلعت مستبديها من سلطانهم.

ب- مجال الرصد التشخيصي الوصفي التحليلي للواقع المحلي من خلال مقارنة علمية اعتمدت لغة الأرقام لتسائل سياسات الحاكمين في مستويات متعددة شملت على الخصوص:

- المجال السياسي: وفيه اهتم التقرير من خلال تتبع راصد لعناصر شتى من السلوكات السياسية بنقض دعوى الإصلاح الدستوري والتطور

الديموقراطي، لتكون الخلاصة البرهنة على استمرار التحكم المخزني في مختلف تمفصلات التدبيرية بعيدا عن آليات المحاسبة والمراقبة، وتأكيد استمرار الطبيعة الانغلاقية للنظام الحاكم، وترسيم سياسات الإلهاء التي تدخل العمل السياسي في الهوامش المفرغة من أي فعل حقيقي.

- المجال الحقوقي: واستدل فيه التقرير -عبر صور متعددة لانتهاك المنهج لحقوق الإنسان أفرادا وجماعات واعتقالات واحتكارات وتضييقا وتحكما- على استمرار النظام الحاكم في "الإجهاز على الحقوق والحريات والإصرار على التماذي في شرعنة الاستبداد"، وهو ما ينقض جملة وتفصيلا دعاوى الانفتاح والحريات والعدالة المجتمعية.

- المجال الاجتماعي: نقض التقرير من خلال معطيات إحصائية وطنية ودولية ادعاءات الحكم والحكومة المتغنية باستقرار الوضع الاجتماعي في مختلف المناحي القطاعية، ليبرهن على الاثبات العام الذي يتهدد النسيج الاجتماعي بفعل الفشل الذريع للسياسات الحكيمية للنظام الحاكم.

- مجال التعليم: بين التقرير أن مجموع التقارير التدبيرية المتسمة بالارتجال والاستعجال والمرتهنة لمنهجية توصيات المجالس المعينة واللقاءات الصورية مع الإجراءات العملية الماسة بالحق في التعليم والتقاعد والحرية النقابية لمهي أكبر دليل يهدم من الأساس دعوى إصلاح التعليم على نحو يجعل قاطرة المجال الحيوي لدى الأمم العاقلة يسير في الاتجاه المعاكس.

- وضعية المرأة: ركز التقرير هنا على بيان التناقض الصارخ بين تضخم الخطاب البراق المنتج حول المرأة وبين الواقع الموسوم بالهشاشة والهامشية والمظلومية والإقصاء، وهو تناقض تم الاستدلال عليه من خلال تلمس مجموعة من المؤشرات البليغة في توصيف الواقع الحقيقي للمرأة، كما تم الاشتغال على بيان تحافت المقاربة القانونية في ظل غياب تصور مجتمعي متكامل وشامل.

- الوضع الاقتصادي: اهتم فيه التقرير برصد معطيات اقتصادية رقمية تقود إلى دعم أطروحة إدخال البلاد في دوامة مفرغة يزداد فيه الغني ثراء فاحشا والفقير فقرا مذقعا خاصة مع تنامي المقاربات التجزئية والتقنية والانفرادية التي تصب كلها في استهداف القدرة الشرائية لعموم المواطنين.

يجدر التنبيه إلى أن اشتغال التقرير السياسي على نقض وهم الاستقرار الاجتماعي والاقتصادي في مغرب ما بعد دستور 2011، انبث في ثناياه إلى أهمية نقض دعاوى التأسيس والتبئس من أي تغيير مجتمعي حقيقي، وذلك عبر إشارات مهمة تقرأ توتر الوضع العالمي وبؤس الوضع المحلي قراءة مفعمة بالأمل. وذلك من خلال الرهان على:

- جذوة المقاومة الحاملة للواء النضال ضد الاستكبار العالمي والتسلط الاستبدادي لوكلائه من الحكام المحليين.



- هبة الجهاد الفلسطيني المتجدد ودروسه في البذل والثبات ضد الغطرسة الصهيونية.
  - السخط الجماهيري المتنامي ضد الأوضاع العامة التي تحياها الشعوب.
  - العمل المجتمعي القائم على التكتل والثقة والصدق في إطار جبهة لمحاربة الفساد والاستبداد.
- ثالثا: البيان الختامي ومخرجات نقض وهم الإصلاح في ظل الاستقرار  
باعتقاد قراءة نسقية تعتمد مقارنة شمولية، وبلغة مفهومية مدعمة بمعطيات رصدية وصفية تشخيصية تحليلية تصل بنا الوثيقتان أعلاه إلى الوثيقة الثالثة التي كانت بيانا يعلن مواقف مؤطرة بمبادئ ضابطة هي جماع مخرجات ما بناه الخطاب السياسي الذي اشتغل على نقض أو هام الإصلاح في ظل الاستقرار.
- تبرز المبادئ المؤطرة لهذه المواقف في:
- اليقين الذي لا يخالطه رب في نصرته الله عز وجل لعباده المستضعفين.
  - الوفاء التام لخط الجماعة في تلازم معاني الإيمان والشورى والثبات على المحجة اللاحقة.
  - الاستناد إلى المرجعية القيمية الأخلاقية في بناء السلوك السياسي النزيه الذي يقف ضد سلوكات العبث والاستخفاف والتأمر والتناقض والتهافت واللعب في الهوامش.
  - التأكيد على أرضية الحوار الوطني الحر المفتوح الذي يشرك فيه الكل مدخلا لانطلاق تغيير حقيقي.
- واعتمادا على هذه المبادئ مرجعيتها القيمية حدد البيان مجموعة من المواقف دوليا ومحليا كان جوهرها مباركة صمود نضال كل القوى الحية ضد الغطرسة العالمية والاستبداد المحلي، واستنكار العنف الممارس ضد الأبرياء، ورفضه لمختلف سياسات المخزن المغربي في استهداف قيم الشعب المغربي ودينه وأخلاقه ومعيشه ومحاربة قواه الحية وعموم المستضعفين.
- رابعا: أقوال للتأمل
- 1- إن دعوة العدل والإحسان كما أثل لها الأستاذ الإمام عبدالسلام ياسين، عليه رحمة الله، لا تقبل التجزئة أو الانشطار؛ وراعتها في عهدتنا جميعا، نحفظها بالعمل لا بالجدل، وبالانخراط الصادق في اقتسام الأعباء، والصبر عليها في السراء والضراء، وتوطين النفس على البذل والعتاء. ذلك بعض ما ينبغي لنسلم، عافانا الله وإياكم، من الادعاء وركوب الأهواء. والله بصير بالعباد.
  - 2- إن الذي يتناول على مناقشة رب العالمين ويخس ويتلع لسانه ويجبن عن مناقشة البشر الخطاء لا يمكن أن تسلم له دعوى الانتصار لمظلوم أو الغيرة على حق مضيع.
  - 3- هناك أمل تبشر به المقاومة التي لا زالت جذوتها مشتعلة مواجهة للاستبداد وقرينه الفساد وفاضحة لجرائمه ومنافحة عن حقوق المستضعفين وحاملة لواء معركة تأسيس دولة الحرية والعدل والكرامة. وتقود هذه المقاومة في البلدان العربية حركات وطنية متنوعة المشارب، وهذا ما يدحر اليأس ويرفع منسوب الرجاء في انتصار الحق واليقين في تمكينه وهزيمة الاستبداد وتخفيف منابع الفساد إن شاء العزيز الوهاب.
- إن الاختلاف يمكن أن يشكل قوة محرمة وحامية للتغيير المنشود، فكلما تعددت المشارب الفكرية والسياسية إلا وكان ذلك حافزا على بذل الجهد والتضحية إذا توفر نكران الذات وتم التخلي عن الأنانيات الصغيرة والبحث عن نقط الالتقاء وتجاوز الخلافات الطبيعية وتديريها بروح وطنية وإرادة مشتركة. وهذه خطوة كبيرة في مسار بناء جبهة موسعة للتغيير الحقيقي بالمغرب وتحقيق آمال الملايين من أبناء شعبنا التواقين للتحرر من الاستبداد والفساد والعيش في دولة الحرية والكرامة والعدل.



## التحاق تنسيقية السوننتات من املشيل بمعتمهم الكرامة أمام المجلس الوطني لحقوق الإنسان بالرباط وبيان في الموضوع

بلاغ للرأي العام

عقد أعضاء التنسيقية الوطنية لضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان خلال سنوات الرصاص اليوم اجتماعا تنسيقيتين من ضحايا الانتهاكات الجسيمة بإقليم إملشيل. تنسيقية الكرامة وتنسيقية السوننتات وقد تم خلال الاجتماع الاتفاق على التحاق التنسيقيتين بالاعتصام والاتفاق على برنامج نضالي موحد. وعلى مطالب ورؤيا موحدة في ما يتعلق بالمستحققات.

وقد حضر ضحايا هاتين التنسيقيتين بحضور وازن للعناصر النسوية اللائي بدأن اعتصامهن رفقة إخوانهن المعتمهمين منذ 21/1/2015 . وأكد المعتمهمون على استمرارهم في الاعتصام وانفتاحهم على أشكال نضالية أكثر تصعيدا احتجاجا على تنصل المجلس الوطني من مهامه في تنفيذ توصيات هيئة الإنصاف والمصالحة وإتمام مستحققات العدالة الانتقالي.

ويناشدون الجمعيات الحقوقية والنسائية والهيئات السياسية مساندتهم وتحمل مسؤولياتهم لمناصرة ضحايا الانتهاكات الجسيمة لحقوق الإنسان في العهد القديم والجديد.





المجلس الوطني لحقوق الإنسان  
CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME  
Conseil national des droits de l'Homme

MarocBUZZ



## النصابة وأصحاب السوابق في الرشوة لن يحصلوا على بطاقة الصحافة

دافع مصطفى الخلفي، وزير الاتصال الناطق الرسمي باسم الحكومة بحماس كبير عن مشروع مدونة الصحافة، معتبرا أن من شأنه تقديم الكثير لهذه المهنة، و”تنقيتها”.

وذكر الخلفي بعض مستجدات النص المثير للجدل، ومن ضمنها تحديد الولوج للمهنة باشتراط المؤهل الجامعي، مؤكدا أن”اللي نصاب ولا اللي عندو سوابق في الارتشاء ممنوع عليه ياخذ بطاقة الصحافة”. وشدد وزير الاتصال على أن النص خال من العقوبات السالبة للحرية”، و”يعكس إرادة جماعية للتوفر على مدونة عصرية للصحافة”.

إلى ذلك، شدد الخلفي، في مداخلة أمام أعضاء مجلس المستشارين في جلسة الأسئلة الشفوية، اليوم الثلاثاء، على أن صياغة المدونة المذكورة “تم بمقاربة تشاركية بعد تشكيل لجنة علمية قدمت ملاحظات تم الاخذ بها”، علاوة على تلقي عشر مذكرات بشأنه آخرها مذكرة الفدرالية المغربية لناشري الصحف، **علاوة على توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان.**

وأكد الوزير أنه “لا يمكن أن نتقدم بهذا المشروع بدون الحوار”، مشيرا إلى أنه مشروع وطني اشتغلت عليه الحكومة برؤية مستقبلية، وليس مشروع الخلفي أو مشروع حزب العدالة والتنمية، والحوار حوله مفتوح مع الجميع، ولن نرتهن لأي أحد أغلق على نفسه للحوار ويدنا ممدودة للجميع، يقول الخلفي.

<http://www.marocbuzz.com/ar/2015/11/24/%D8%A7%D9%84%D8%AE%D9%84%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B5%D8%A7%D8%A8%D8%A9-%D9%88%D8%A3%D8%B5%D8%AD%D8%A7%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%A7%D8%A8%D9%82-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B1/>

<https://www.aabbir.com/13101.html>

[http://www.tangerinter.com/%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B5%D8%A7%D8%A8%D8%A9-%D9%88%D8%A3%D8%B5%D8%AD%D8%A7%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%A7%D8%A8%D9%82-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%B4%D9%88%D8%A9-%D9%84%D9%86-%D9%8A%D8%AD/#.VIV\\_23aKHcs](http://www.tangerinter.com/%D8%A7%D9%84%D9%86%D8%B5%D8%A7%D8%A8%D8%A9-%D9%88%D8%A3%D8%B5%D8%AD%D8%A7%D8%A8-%D8%A7%D9%84%D8%B3%D9%88%D8%A7%D8%A8%D9%82-%D9%81%D9%8A-%D8%A7%D9%84%D8%B1%D8%B4%D9%88%D8%A9-%D9%84%D9%86-%D9%8A%D8%AD/#.VIV_23aKHcs)



## أمر محير: كيف يعقل أن يمول المخزن مؤسسات تحارب إمارة المومنين؟

خرجت حركة ضمير لتتضمن توصيات المجلس الوطني لحقوق الإنسان حول المساواة في الإرث، وتوصيات أكثر منها كفصل الدين عن مدونة الأسرة والقانون الجنائي، بعبارات أخرى، إلغاء مصادر شرعية إمارة المومنين. والحقيقة أنه أمر جد محير رعاية المخزن لهذه المؤسسات العلمانية.. علما أنها، مع كل تلك التوصيات، ليست معارضة للنظام ولا تتخذ موقفا سلبيا اتجاه المؤسسة الملكية، ولو كانت كذلك، للقيت نفس ما تلقاه التشكلات المعارضة من إسكات وإقبار.. علمانية كانت (مؤسسة بن رشد للداراسات لصاحبها المعطي منجيب - الجمعية المغربية المغربية لحقوق الإنسان)، أم إسلامية (جماعة العدل والإحسان).

أمر محير، نجد له ثلاث احتمالات لشرح أسس تمويل النظام المغربي ورعايته لاجتماعات وتوصيات حركة ضمير عصيد وصلاح الوديع، بيت حكمة إلياس العماري وخديجة الرويسي، والمجلس الوطني لحقوق الإنسان لأصحابه اليزمي والصبار من قبيل: المساواة في الإرث.. فصل الدين عن مدونة الأسرة والقانون الجنائي / فصل سلط الملك الدينية عن السياسية، أو تنازل الملك عن سلطة إمارة المومنين..

1 - هل الأمر يتعلق فقط بظواهر صوتية يمولها النظام كمنظرة أمام المجتمع الدولي.. على أساس أننا نملك مجالس ومؤسسات ومنابر إعلامية علمانية مستقلة تُخرج توصياتها بكل حرية وأريحية، وأن النظام، رغم أنها لا تناسب استقرار سلطه، يستقبلها بصدر رحب. تأكيدا على حرية التعبير بالمغرب؟

2 - أم لأن النظام المغربي فعلا يسير نحو التنازل عن إمارة المومنين.. وتفريغ مدونة الأسرة والقانون الجنائي من تشريعات الدين وحشوها بتوصيات البنك الدولي والاتحاد الأوروبي حتى تصبح نسخة مطابقة لهم قصد استكمال مشوار اتفاقيات التبادل الحر. وبالتالي فالنظام يحتاج إلى هاته التوصيات لتخرج على شكل موجات إعلامية بشكل مستمر لجس نبض الشارع العام.. ولجعل الشعب المغربي يألفها ويستسيغها قبل أن يتم تطبيقها؟

وقد نستغرب لهذا الطرح إذ أن الملك محمد السادس في خطاباته الأخيرة يستنكر محاولات الغرب لفرض "نسخته من الديمقراطية" ولعدم احترام "الخصوصية المغربية".. وفي نفس الوقت يثمن مجهودات المجلس الوطني لحقوق الإنسان!



3 - أم أن النظام المخزني/ المحيط الملكي منقسم داخليا ويعرف حروبا باردة بين فئتين: فئة رأسمالية صوفية محافظة.. مبقية على تأثير الملك كأمر للمومنين لضمان ولاء الأغلبية الشعبية المحافظة، وضمان الاستقرار تحت نوع من الرقابة الدينية تبعدنا عن تأثيرات التطرف المشرقية أو التشيع الإيرانية.. ومبقية على تأثيره وسلطته كوالي تيجاني تتبرك به الشعوب الإفريقية حتى يمدد شركاته في أسواق القارة ويجدد اعتراف الدولة الإفريقية الفروكونية على الأقل بمغربية الصحراء.. ..

وفئة: ليبرالية "غسلات يديها" من الدين تدعوا الملك - رغم عدم موافقته (وهو أمر مستبعد) - إلى التخلص من سلطه الدينية وتفريغ القوانين من التشريعات الإسلامية سواء قبل الشعب ذلك أم لم يقبل.. وإخضاعه للأمر الواقع لإبعاد كل ما يعيق تحويل المغرب إلى كازينو أو بورديل استثماري عالمي؟

أم.. هل يظن المحيط الملكي أن تفريغ مدونة الأسرة من حمولتها الدينية لن تضر بإمارة المومنين، وأنهم يمكنهم اللعب على الحبلين! وهم في ذلك جد مخطئين. فمدونة الأسرة هي التي تقف فوقها شرعية إمارة المومنين.. إسقاط هذه من إسقاط تلك.

مايسة سلامة الناجي



## تأسيس المجلس المدني للمنظمات الشبابية

احتضن المركب الدولي للشباب والطفولة مولاي رشيد بوزنيقة أيام : 20-21-22 نونبر 2015، المناظرة الوطنية للمنظمات الشبابية بالمغرب، اللقاء الذي يعد محطة تأسيسية للمجلس المدني للمنظمات الشبابية ، كما تضمن اللقاء أيضا جلسات نقاش وحوار بين منظمات شبابية ممثلة في 150 جمعية شبابية مدنية وشبكات وديناميات، ومؤسسات عمومية و منتخبون وسياسيون وباحثون وأساتذة جامعيون.

المناظرة الوطنية للمنظمات الشبابية انطلاقة جديدة تأسس «منابر للتفكير المشترك» تجيب عن سؤال تطوير العمل الشبابي المدني الوحدوي والذي يجسد حرص مكونات الفعل الشبابي على تعزيز الوعي الجديد لدى الشبيبة المغربية بأهمية الانخراط كفاعلين/ات وشركاء على قدم المساواة مع الحكومات في تنفيذ السياسات العمومية خاصة التي تقيس الشباب، وتنمية قدرات الشباب لممارسة المواطنة وتحسين الحكامة والديمقراطية والعدالة الاجتماعية.

كما اعتبر المشاركون والمشاركات أن المناظرة الوطنية للمنظمات الشبابية خيار مدني يوحد الرؤى والمطالب ويعد استمرارية للنضال من داخل الحركة المدنية الديمقراطية المدافعة عن القيم الكونية للديمقراطية وحقوق الإنسان وترسيخ المواطنة الفاعلة واحترام التنوع والاختلاف.

كإحدى أسس القوية للديمقراطية والدفاع عن دولة الحق والقانون، إضافة إلى كونها فاعلا أساسيا في بناء منظومة العمل الشبابي على الصعيد الجهوي والمحلي، و أرضية خصبة للتشاور والمشاركة و التشبيك، مناظرة وطنية من تنظيم حركة بدائل مواطنة وجمعية الشباب لأجل الشباب والحركة من أجل ديمقراطية المناصفة ، تم من خلالها وضع لبنة التأسيس لمجلس المنظمات الشبابية بالمغرب والذي اختتمت فعالياته بـ 54 جمعية تقود اللجنة التأسيسية تمثل مختلف جهات بالمملكة.

وتخلت أشغال المناظرة الوطنية للمنظمات الشبابية عدة جلسات حوارية تمحورت حول قضايا الشباب بالمغرب، وسبل الاندماج السوسيواقتصادي ، وإصلاح التعليم، بالإضافة إلى المشاركة الديمقراطية للشباب في الحقل السياسي و الجمعوي ومؤسسات الحكامة. جلسات عرفت مشاركة كل من المجلس الوطني لحقوق الإنسان في شخص رئيسه إدريس اليزمي والأمين العام للمجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي إدريس الكراوي والأمانة العامة لحزب الاشتراكي الموحد الأستاذة نبيلة منيب، ورئيس حركة وضوح، طموح، شجاعة الدكتور عمر بلافريج، والأستاذ أحمد الدحماني عن مجموعة العمل من أجل الدفاع عن الديمقراطية التشاركية، وعن رابطة الشباب المغربي من أجل الحداثة و التنمية الأستاذ محمد نوفل عامر ومحمد تحزيمة عن حركة شبابية لمتدى بدائل المغرب والسيد عثمان كاير عن جمعية الوسيط من أجل الديمقراطية وحقوق الإنسان. جلسات فتحت الباب على مصراعيه لنقاش معمق بين المتدخلين والمنظمات الشبابية ، تم تسليط الضوء من خلالها على قضايا الشباب المغربي والتمكين والمشاركة في الحياة العامة. إلى جانب الجلسات المفتوحة عرفت المناظرة الوطنية ورشات موازية و نقاشا حول أرضية تشبيك المنظمات الشبابية وإستراتيجية العمل بين المنظمات الشبابية ، نقاشات وورشات رفعت توصياتها للجلسة الختامية للمناظرة الوطنية.

كما تمت من خلال هذه المناظرة الإعلان عن تأسيس المجلس المدني للمنظمات الشبابية كشبكة وطنية ومدنية لضمان المشاركة و التواصل وتطوير العلاقات وتعزيز تبادل الخبرات والمعلومات بين مختلف المنظمات الشبابية وأيضا التشبيك بقيم الديمقراطية وحقوق الإنسان والحداثة والمساواة من أجل دولة القانون و المؤسسات والعمل على الانخراط في منظومة تنمية الفعل الشبابي على الصعيد الترابي والإسهام في جعل الحركة الشبابية الديمقراطية أرضية خلاقة للتشاور و المشاركة والتشبيك. وقد اختتمت أشغال المناظرة الوطنية للمنظمات الشبابية بفرز الهيئة الوطنية التوجيهية للمجلس المدني للمنظمات الشبابية وتضم 54 منظمة شبابية.

للمزيد من المعلومات المرجو الاتصال ب:

السيدة حنان أزريح – 066601690 السيد أحمد الدحماني – 0664386663 السيد أحمد رزقي – 0661298295

## Communiqué de presse

# Création du Conseil Civil des Organisations de la Jeunesse

Avec la participation de 150 organisations et des dynamiques civiles de la jeunesse au Maroc, les instances de gouvernance, des acteurs politiques et des médias, les Assises Nationales des Organisations de la Jeunesse se sont déroulées du 20 au 22 Novembre 2015 au Complexe International de l'Enfance et la Jeunesse – Bouznika. Les Assises Nationales des Organisations des Jeunes constituent une opportunité de réflexion collective sur les points d'entrée potentiels pour les organisations impliquées dans le soutien à l'inclusion des jeunes marocains,

Cet événement s'est inscrit dans la dynamique du mouvement associatif marocain de la jeunesse visant la construction d'une société démocratique, l'établissement de l'état de droit et la réalisation d'un développement durable par et pour les citoyens et citoyennes, se basant sur le référentiel des Droits Humains tels que définis dans les chartes internationales.

Durant trois jours, les 150 organisations de jeunesse ont mené un débat constructif sur les outils de l'instauration d'un mécanisme d'institutionnalisation de la participation des jeunes dans la réalisation de la démocratie participative et le renforcement de la voix de la jeunesse dans les politiques publiques. Il s'agit du Conseil Civil des Organisations des Jeunes en tant qu'un espace d'expression, de rencontres, d'échanges, de propositions et d'influence pour le renforcement de l'implication des jeunes dans le processus de réformes démocratiques au Maroc.

Les assises ont été un moment incontestable pour annoncer le Conseil Civil des Organisations de la Jeunesse avec une mission majeure centrée sur la promotion des capacités d'intervention des associations de la jeunesse de façon particulière, le réseautage, la création des mécanismes de la concertation vis-à-vis des pouvoirs publics sur le plan national, régional et local. Ainsi que, les organisations des jeunes ont procédé à la mise en place du Comité National d'Orientation en tant qu'un organe décisionnel du Conseil Civil des Organisations de la Jeunes constitué de 54 associations de jeunes.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Mlle Hanane Azrih – 0666016903

Mr Ahmed Dahmani – 0664386663

Mr Ahmed Rizki – 0661298295

<http://www.tanmia.ma/en/%D8%AA%D8%A3%D8%B3%D9%8A%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AC%D9%84%D8%B3-%D8%A7%D9%84%D9%85%D8%AF%D9%86%D9%8A-%D9%84%D9%84%D9%85%D9%86%D8%B8%D9%85%D8%A7%D8%AA-%D8%A7%D9%84%D8%B4%D8%A8%D8%A7%D8%A8%D9%8A/>